Lycée Blaise Cendrars

12 avenue Léon Jouhaux - 93270 SEVRAN

STOP A LA RÉPRESSION POLICIÈRE DES LYCÉENS DE SEVRAN

Une journée de mobilisation lycéenne

Ce lundi 27 mars 2023, les lycéens du lycée Blaise Cendrars ont effectué un blocus filtrant à l'entrée du lycée afin d'exprimer leur opposition à la réforme des retraites, à l'usage du 49,3, à la passation des épreuves du bac en mars et à ParcourSup. Aucun élève n'étant entré à l'intérieur de l'établissement, une vingtaine d'enseignants a décidé de se rendre à l'extérieur afin d'encadrer d'éventuels débordements. Certains individus extérieurs à l'établissement sont venus et un feu de poubelle a été allumé sur la route passant devant le lycée. Cependant, les élèves présents sur le blocus étaient déterminés dans leur écrasante majorité à une action pacifique et ont parfaitement géré la situation puisque les forces de l'ordre, qui attendaient de chaque côté de l'avenue, n'ont pas eu besoin d'intervenir. La situation s'est calmée d'elle-même et la grève lycéenne a pu se poursuivre dans un esprit joyeux et festif toute la matinée.

6 élèves interpellés

Aux alentours de 13h00, trois voitures de police sont arrivées et ont interpellé un lycéen, soupçonné par les policiers d'avoir écrit « Jeunes, fier-e-s et révolté-e- s » à la peinture sur un mur du lycée. Celui-ci n'opposant aucune résistance, a été fouillé et immédiatement menotté.

Les lycéens encore présents au blocus, accompagnés des professeurs ayant assisté à la scène, se sont rendus devant le commissariat afin de demander la libération de l'élève interpellé. Ce lycéen a été libéré au bout de plusieurs heures, après être resté seul dans les locaux de police, les policiers n'ayant pas autorisé les professeurs à accompagner cet élève mineur, qui n'était pas gardé à vue. Il est reconvoqué au commissariat ce vendredi 31 mars.

Lors de ce rassemblement au commissariat, nous avons appris d'un parent d'élève que son fils, mineur, avait été arrêté, dans des circonstances que nous ne connaissons pas. Ce père, prévenu plusieurs heures après l'arrestation et le début de la garde à vue de son enfant, est resté plusieurs heures devant le commissariat, sans recevoir aucune information de la part de la police. Lorsque des agents sont sortis du commissariat pour s'adresser aux personnes rassemblées et organiser leur dispersion, le père a demandé des nouvelles de son enfant, ce à quoi on lui a rétorqué : « c'est un délinquant ». Nous dénonçons ces propos indignes, qui témoignent du mépris de la police pour les habitants du 93.

Dans la soirée, nous avons ensuite appris qu'un autre élève du lycée, majeur lui, avait été arrêté dans la journée et avait été placé en garde à vue, vraisemblablement pour 48h. Ses parents n'avaient pas été prévenus par le commissariat, et avaient appelé le professeur principal de leur enfant vers 19h car ils s'inquiétaient de ne pas voir rentrer leur fils. Des suites judiciaires sont en cours.

En tout, ce ne sont pas moins de six lycéens qui ont été interpellés par la police ce lundi 27 mars, alors même que le blocus était pacifique et que la situation était sous contrôle.

Ce que nous dénonçons

Nous dénonçons la répression policière qui sévit en banlieue, le traitement systématiquement violent et dégradant des policiers à l'égard des habitants du 93, souvent à la faveur d'une conception abusive du droit.

Nous dénonçons le comportement agressif des policiers : certains professeurs, ayant vu la police interpeller leur élève, ont demandé aux gardiens de la paix pourquoi celui-ci, mineur, était menotté et où il serait conduit. Un policier les a menacé de « palpation » car « il ne souhaitait pas se prendre un coup de couteau » ! Est-il criminel de s'inquiéter du sort d'un élève mineur ? Face à l'inquiétude des professeurs, un policier à lancé « c'est pas la police de Paris ici ».

Cette répression policière s'inscrit dans l'escalade dont fait preuve le gouvernement Macron-Borne depuis le 16 mars 2023 pour imposer sa réforme des retraites : une AESH a perdu un pouce à Rouen suite à un tir de flashball ce jeudi, un cheminot a été éborgné à Paris, et des centaines de personnes ont encore été blessées ce week-end à Sainte-Soline.

Nous dénonçons ces violences d'un pouvoir aux abois, et apportons tout notre soutien aux lycéens arrêtés, ainsi qu'à l'ensemble des personnes arrêtées et blessées du fait de la répression policière. Nous sommes d'autre part très inquiets de l'effectivité du droit constitutionnel de manifester dans notre pays.

Nous appelons l'ensemble des collègues à continuer de se mobiliser contre la réforme des retraites, la réforme du bac, ParcoursSup et contre la répression policière.

Les personnels mobilisés du lycée Blaise Cendrars de Sevran, le 30 mars 2023

Soutenus par les sections syndicales SNES-FSU, Sud Education, CGT Educ'Action, CNT-SO.